

Hollande à Florange au chevet... du patronat

François Hollande l'avait promis, il reviendrait chaque année à Florange voir les « Mittals ». En 2012, debout sur une camionnette, il assurait que « lui président » se battrait pour que les hauts-fourneaux restent ouverts. Un an plus tard, il était de retour, en tant que chef de l'Etat, mais cette fois-ci pour entériner la fermeture du site. Son seul engagement alors : revenir chaque année. Lundi 24 novembre 2014, promesse tenue, il revient faire son coup de com', mais pas auprès des travailleurs – il a soigneusement évité de rencontrer ceux qui manifestaient –, auprès du patronat en passant par une porte dérobée.

Mittal-Hollande : les propagateurs de misère

Hollande est d'abord venu à Uckange inaugurer une plateforme de recherche et développement industriel dans le domaine de la sidérurgie subventionnée à hauteur de 50 millions d'euros, par l'Etat. Mais ce coup de pub aura bien du mal à faire oublier les conséquences sociales terribles de la fermeture des deux hauts-fourneaux en 2013.

Ce sont 680 emplois qui ont été supprimés par la multinationale de Lakshmi Mittal alors que son groupe a versé 1,2 milliards de dollars à ses actionnaires, dont 41 % à la seule famille Mittal.

L'Etat se targue d'avoir fait respecter le pacte signé avec la multinationale en 2012 visant le reclassement de tous les salariés, en occultant le fait que souvent ces reclassements ne correspondaient pas aux compétences des ouvriers concernés.

C'est aussi nier que les hauts-fourneaux étaient le poumon économique de la région. C'est toute l'activité locale de sous-traitance qui s'est retrouvée sur le carreau laissant des centaines de familles sombrer dans la misère, dans une région déjà durement touchée par le chômage. La parade médiatique de Hollande à Florange masque difficilement sa politique anti-ouvrière.

Un patronat de combat

Dans ce contexte, les patrons n'ont aucun complexe à tirer, tous azimuts, sur les acquis sociaux. Non contents d'avoir pour eux le pacte de responsabilité et ses 40 milliards d'euros

d'allègements de charges aux entreprises, la nouvelle proposition de François Hollande ne leur suffit pas. En effet, le 6 novembre, sur TF1, le président annonçait la transformation du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) en baisse de charges en 2017. Malgré cela, Gattaz et ses amis organisent une « semaine de mobilisation » début décembre pour montrer leur « exaspération terrifiante ». Sortons nos mouchoirs ! Le gouvernement se plie en quatre pour répondre à leurs exigences et eux en redemandent.

Gattaz tire à bout portant sur le compte pénibilité prévu pour 2015, sur le code du travail et sur les syndicats qu'il juge « dogmatiques et guerriers ». Si seulement c'était vrai !

Un gouvernement au garde à vous

Le pouvoir en place est le meilleur relais de cette offensive. Le ministre de l'économie Emmanuel Macron a affirmé le 20 novembre, devant une commission de l'Assemblée nationale, vouloir « faire respirer les 35h ». Autrement dit : augmenter le temps de travail.

Le maire PS de Lyon, Gérard Collomb, enfonce le clou en se disant favorable à une « période d'essai de trois ans pour les CDI ».

Flexibilité, précarité pour tous, le PS est prêt à toutes les « réformes » pour contenter le patronat.

Pour Gattaz, le problème de la France serait « une guerre des classes larvée ». Quelle lucidité ! Sauf que ceux qui la mènent aujourd'hui, ce sont lui et ses semblables. Nous, travailleurs, devons riposter en passant à l'offensive et en menant pour de bon la lutte de classe, à notre manière.

Des clubbers au TCR

Ne pas confondre avec les adeptes du dance-floor : il s'agit des membres du Club des actionnaires, ces « petits » actionnaires dont Renault prétend qu'ils représentent le caractère public de son capital.

Mais si 63 % du capital de Renault est ouvert au public, les actionnaires individuels n'en possèdent que 10 %. L'immense majorité du capital public est détenu par des institutionnels, comme Norges Bank (un fonds pétrolier norvégien) ou The Capital Group Companies (un des trois plus gros fonds de pension mondial) qui ont chacun près de 5 % des actions Renault. Autant dire que les petits actionnaires individuels ne pèsent pas lourd. Mais ils ont droit de temps en temps à une visite du Technocentre.

Enquête de sens

L'enquête salariés Hay est de retour. S'agit-il d'enquêter sur la disparition des AGS ? On en doute, vu l'absence d'effet et de véritable retour des précédentes enquêtes. Au contraire, la direction utilise les réponses pour ajuster sa com'. Le plan d'action sur le manque de reconnaissance

a consisté par exemple à nous expliquer... qu'on était mieux payés qu'ailleurs ! L'enquête vise à « *mesurer l'évolution de la motivation des salariés* ». La direction aurait-elle des doutes ?

Mutuelle : encore des surprises

La mutuelle Renault obligatoire n'est même pas en application qu'Humanis propose déjà à ceux qui ont adhéré au régime optionnel, une sur-complémentaire afin d'améliorer leurs remboursements. Le surcoût mensuel va de 13 à 37 € selon la situation familiale, sans aucune participation de Renault évidemment. Et ce n'est sans doute qu'un début : la mutuelle obligatoire PSA a vu ses tarifs grimper en flèche après la première année...

Une réaction qui n'est pas téléphonée

Le changement des forfaits téléphoniques, avec obligation de fournir un RIB à SFR, a provoqué un vrai ras-le-bol. Entre ceux qui font la queue à l'agence pour rendre leur portable et ceux qui le gardent mais n'envoient pas de Relevé d'Identité Bancaire : la direction a-t-elle bien reçu le message ?

Renault Symbol... des inégalités

La Renault Symbol, produite dans l'usine Renault d'Oran (financée en majorité par le gouvernement algérien) coûtera 1,2 millions de Dinars (11400 €), soit 66 fois le Smic algérien. Inaccessible pour la plupart des Algériens. Une voiture subventionnée destinée aux riches : tout un Symbol !

Ceux de la Centrale ne désarment pas

Ça risque de chauffer : les salariés Renault qui travaillaient à la Centrale du TCR jusqu'à son externalisation chez Cofely en début d'année, attaquent Renault aux Prud'hommes : ils ont été reclassés, mais avec une baisse de salaire de 30 % environ. L'audience est prévue en janvier 2015.

Suicide : Renault pris en flagrant délit de discrimination

Fin octobre 2013, Stéphanie, une jeune ingénieure des Labos, recevait une lettre de mise à pied avant licenciement. Quelques jours après, elle se suicidait en se jetant d'un train. L'enquête de l'inspection du travail a conclu à une « *sanction professionnelle* »

relevant d'une « *discrimination à raison de l'état de santé* ». Une infraction relevant du code pénal et passible de 3 ans de prison et de 45 000 € d'amende. La suite dépend désormais du procureur de la République de Versailles.

Envol difficile pour le nouvel Espace

Le nouvel Espace, star du dernier Mondial, connaît des retards à l'allumage. D'abord annoncée mi 2014, puis fin 2014, sa commercialisation est reculée au printemps 2015. Côté projet, on est prié de déclarer dans SDA ses heures passées sur JFC sur d'autres lignes, afin de ne pas exploser le Ticket d'Entrée. Tandis que la valse des départs en GPEC désorganise les services, la pression exercée pour passer les jalons V3P fait que des problèmes sont mis sous le tapis... pour éclater plus tard. Voilà ce qui arrive quand on réduit trop les budgets : stress et surcharge lors des passages de jalons à l'Ingénierie, et chômage technique à Douai. L'écart entre la théorie et la pratique est un nouvel espace décidément infini...

Encore des promesses non tenues

En juin, Renault et PSA s'étaient engagés à garantir des commandes suffisantes pour permettre la viabilité de l'usine d'emboutissage Altia (ex Sonas) à La Souterraine dans la Creuse. Mais Renault vient d'annoncer une baisse de 30 % de ses commandes. Les 331 salariés d'Altia sont mobilisés afin que Renault tienne ses engagements. Soutenons-les !

Syndicats et salariés dans le collimateur

La direction voudrait supprimer les heures de mandat des élus DP et CE suppléants, ainsi que les aides financières aux syndicats faisant moins de 10%. En réduisant l'action des élus de terrain et de certains petits syndicats combatifs, Renault espère mieux faire passer ses attaques contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail. On est tous concernés.